

gouvernementaux, et qui a mené au lancement de la campagne mondiale *Women Building Peace*. Entre ces deux événements, le Congrès des femmes s'est ouvert en avril 1915 à La Haye, au coeur de la Première Guerre mondiale, réunissant quelques-unes des personnalités radicales les plus connues de l'époque; leur appel pour que les nations s'engagent dans une médiation visant à mettre fin à la guerre s'est heurté au fatalisme de l'impératif militaire. Malgré tout, elles ont créé la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), dont la présidente actuelle est Bruna Nota, membre de La Voix des femmes (VDF) canadiennes pour la paix.

La création de la VDF, en 1960, représentait un effort pour surmonter l'isolement dans lequel les femmes avaient été gardées dans le cadre de l'arène politique. Les membres de l'organisme ont réclamé que le Canada soit déclaré pays non nucléaire et qu'il exhorte les États-Unis à mettre fin aux essais nucléaires dans l'atmosphère. Au fil des années, la VDF a fait campagne pour l'élargissement du concept de sécurité. Sur la scène internationale, la Quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, a été le plus important rassemblement de femmes de l'histoire, soit 40 000. L'échec du Canada à concrétiser les engagements qu'il avait pris à Beijing a été vertement critiqué par la *Canadian Feminist Alliance for International Action* (FAFIA), une coalition de 40 membres dont la VDF fait partie. Les femmes ont encore beaucoup à faire pour s'assurer d'être incluses dans les processus des Nations Unies en matière de conflit politique.

La plate-forme de la sécurité humaine

Selon Ann Denholm Crosby, les politiques commerciales et militaires du Canada entrent en conflit avec les objectifs de sécurité humaine et de pouvoir discret. Le pays poursuit ses objectifs de sécurité humaine par sa participation au mouvement contre les mines terrestres antipersonnel, ses efforts pour contrôler l'utilisation des armes légères, son rôle dans l'élaboration du cadre de la Cour criminelle internationale, et ses efforts en vue de la réduction du nombre d'enfants victimes de conflits armés. Cependant, le principal intérêt du Canada en matière de politique étrangère est demeuré « la promotion de la prospérité et de l'emploi » pour les Canadiens et les Canadiennes, par le biais d'un multilatéralisme économique fondé sur des règles. Cette activité renforce les processus et les forces de mondialisation économique, pour lesquels « il y a un revers de la médaille » parce qu'ils contribuent à l'accentuation de l'écart entre les riches et les pauvres, à la dégradation de l'environnement, à l'épuisement des ressources, et à des mouvements massifs des populations. « Ces conditions créent également des conflits parmi les peuples, conflits qui s'expriment souvent sous forme de violence nationale, d'abus des droits de la personne, d'activités criminelles, de commerce de la drogue, de prostitution, d'enrôlement d'enfants-soldats et de trafic d'armes. »

Le Canada tente, d'une part, de régler les mêmes maux que, d'autre part, il contribue à produire. De même, plutôt que de percevoir le pouvoir discret comme une solution de remplacement à l'utilisation de la puissance coercitive, le Canada considère les négociations, la persuasion et les approches non militaires comme faisant partie d'un continuum qui devient un outil que l'on utilisera, au besoin, avant de recourir à la puissance coercitive. « Employé de cette façon, le